



*Le policier qui a filmé ces images vidéo à usage interne était loin de se douter qu'elles tomberaient un jour entre les mains d'une chaîne de télé publique, laquelle les a diffusées in extenso. (EPA ET REUTERS)*

DH JEUDI 9 NOV 2000

## L'union qui mobilise les anti-Kabila

**■ Le commandant Kalonda, président du parti R11, était de passage à Bruxelles**

**BRUXELLES** ▽ Encore un ? Les politiciens congolais anti-Kabila se multiplient à Bruxelles. Parmi ces leaders ou présumés tels, certains se détachent par leur discours, leurs convictions ou l'importance qu'ils ont acquise sur le terrain.

Le commandant Kalonda peut être inclus dans ce cercle restreint. L'homme dispose de quelques atouts personnels majeurs : sa jeunesse, sa non-appartenance à l'une ou l'autre faction s'étant "compromis" avec Mobutu ou Kabila et sa formation internationale qui lui a permis de sillonner le monde et de se construire un carnet d'adresses intéressant qu'il met aujourd'hui à la disposition du R11, cette organisation qu'il a mise sur pied pour renverser le pouvoir de Kabila, "rejeter hors des frontières toutes les armées étrangères sans exception" et relancer entre Congolais le processus démocratique en République démocratique.

En présentant ce programme, le commandant Kalonda ne fait guère preuve d'originalité. Ce qui intrigue, c'est le succès grandissant de sa structure auprès d'une frange de plus en plus large de la population congolaise, déçue et exsangue après les années de guerre civile et la division de facto de leur pays. Cette capacité à mobiliser, le commandant Kalonda la met sur le compte du ras-le-bol de ses compa-

triotes et sur l'envie qu'a ce peuple de se reconnaître dans un nouveau leader. "Les Congolais avaient perdu l'esprit de sacrifice et leur nationalisme après des années passées sous le joug de Mobutu ou de Kabila. Le peuple congolais, c'est un fan-club qui ne peut plus s'enflammer parce qu'il n'y a plus d'équipe à applaudir. Aujourd'hui, je pense que ce peuple a compris qu'il pourrait retourner au stade avec une nouvelle équipe à la tête de l'Etat."

Lorsque le président du R11 parle de la prise du pouvoir, il évoque un coup de force. Mais il refuse de chiffrer ses capacités ou le nom de ses alliés éventuels. "Sur le terrain, il n'y aura que des Congolais, mais je ne refuse pas l'expertise venant d'autres Etats. En termes de capacité de frappes, je peux vous garantir qu'elles ne sont pas moindres que celles des autres factions."

Le commandant poursuit en évoquant le scénario élaboré par le R11. "Comprenez que je ne peux tout vous dévoiler. Je peux simplement vous

dire que nous sommes prêts à intervenir, que nous avons les moyens de le faire. Le R11 est devenu un véritable acteur de la vie congolaise. Quand de supposés opposants sont arrêtés, le pouvoir en place leur demande s'ils font partie du R11, c'est un signe. Des affrontements ont éclaté dernièrement dans un camp militaire parce que certains nous avaient rejoints. Nous progressons tous les jours."

M. Kalonda évoque encore la suite du mouvement, la sécurisation des frontières, la période "courte" de transition et l'organisation d'élections "avec ou sans le R11. Ça, c'est les Congolais qui décideront".

Hubert Leclercq

**Barak ordonne une enquête sur la mort des 13 Israéliens**  
Ehoud Barak a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les conditions de 13 Israéliens de soumis par la police le 28 octobre lors de manifestations avec les Palestiniens. Par Washington, la Maison-Blanche a déclaré que l'ancien George Mitchell, dont l'avis avait été précieux dans le dossier irlandais, serait chargé de la commission d'enquête internationale sur les violences venues lors du sommet de l'ONU à l'initiative de l'Etat-Unis et l'ONU a chargé de la mettre sur pied.

### Aide européenne de 1 milliard de FB à la Palestine

La Commission européenne a décidé mercredi d'accorder une aide exceptionnelle de 27 millions d'euros (1,080 milliard) à l'Autorité palestinienne pour l'aider à faire face à des courtes urgences concernant le remboursement des rémunérations fonctionnelles, a annoncé le porte-parole de l'exécutif. Ce paiement sera effectué via un fonds spécial de l'Union européenne en allouant des crédits, soumis à l'avance remboursable par l'Autorité palestinienne, dans les délais fédéraux, pas dans les délais fiscaux dûs aux Palestiniens.

**ALLEMAGNE** ▽ Un recours pour interdire un parti néonazi

Le gouvernement du chancelier allemand Schröder a décidé mercredi de déposer un recours devant la Cour constitutionnelle pour l'interdiction du parti NPD. Il a pris cette décision avec l'accord des ministres à Berlin de l'Intérieur Otto Schily et de l'Énergie Otto Schily. Le gouvernement a déclaré que le parti ne pouvait pas être suffisamment convaincu de la constitutionnalité de l'interdiction.

### LONDRES ▽ Le gouvernement gèle des taxes sur l'énergie

Le ministre britannique des Finances Gordon Brown a annoncé un gel de la fiscalité jusqu'en avril prochain, après les mouvements protestataires de cet automne. La hausse de la fiscalité sur le carburant a été prolongée d'un supplément au cas du pétrole demeurera élevée qu'il l'est aujourd'hui.

par la sulfureuse poélie des nocrates, titre photo, sauvegarde al

autre exercice chaîne-tobre. s, pré-s clan-d'insul- qués à s, sous es mai- les en- re eux. ées au is" (s'il

sur la été au ve Ts- la po-

## européenne : le reste à quai

ection des chefs d'état et de gouvernement est clair : "Faites le boulot, nous vous progresser."

Le président de la Commission, l'Italien Romano Prodi, s'est dit à faire "tout ce qui est possible" pour que les nouveaux venus participent aux élections législatives européennes en 2004. Deux Etats, Chypre et Malte, paraissent pourtant être détruits du lot des 12 candidats à l'adhésion. La Grèce, l'Estonie et la Slovénie (Etat qui a le plus de membres actuels par ses "divisions") arrivent ensemble. Ces cinq Etats obtiennent des résultats économiques assez bons à très bons. En queue de peloton de ces critères économiques, on dévoile la Bulgarie et, évidemment, la Roumanie qui n'ont pas

réussi à répondre aux critères économiques exigés par la Commission.

En décembre dernier, les Quinze, réunis à Helsinki, avaient aussi entrouvert la porte de l'adhésion à la Turquie. Ankara n'intégrait pas directement la liste des 12 Etats candidats à l'adhésion. Elle obtenait un statut particulier qui ne la satisfaisait pas et qui montrait l'embarras des Etats membres de l'UE face à cette candidature. Près d'un an plus tard, la Commission ne lésine pas sur les critiques. Le message est limpide : si la Turquie veut avoir une chance d'engager des négociations d'adhésion, elle doit se lancer dans des réformes radicales.

Une nouvelle douche froide pour ce géant situé à la frontière asiatique.

H. Leclercq